

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
DE SEMUR EN BRIONNAIS**

Rue des Ebaulais
71800 SAINT CHRISTOPHE EN BRIONNAIS
Tel : 03 85 25 86 47 / Fax : 03 85 25 87 59
E-mail : contact@ccsemur.fr

**REGLEMENT D'APPLICATION LOCALE DU FONDS
DE SOUTIEN A L'ECONOMIE DE PROXIMITE –
VOLET ENTREPRISES****Bases légales et réglementaires**

VU le Règlement Général d'Exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014,
VU le Régime cadre exempté n°SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2020,
VU le Régime cadre exempté n°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020,
VU le Régime d'aides exempté n°SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020,
Vu l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 du 20/03/2020 (Journal officiel de l'Union européenne / 2020/C 91 I/01),
VU le Règlement UE n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,
VU le Régime SA n°56985 (2020/N) – France – COVID-19 : Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises,
VU les articles L.1511-1 à L.1511-8 et notamment l'article L.1511-2, L.1111-8 et R.1111-1 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT),
VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM,
VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,
VU l'instruction NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de l'application de la loi NOTRe,
VU la délibération du Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté en date des 25 et 26 juin 2020
VU le règlement d'intervention régionale adopté en assemblée plénière des 25 et 26 juin 2020,
VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 14 septembre 2020 autorisant le président à signer les conventions PACTE avec le Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté

Contexte d'intervention

La crise sanitaire liée au coronavirus et le confinement qui en a résulté ont mis en grande difficulté économique et financière les entreprises de l'économie de proximité.
Afin de permettre la reprise de l'activité, la Région et les EPCI ont convenu d'un Pacte régional pour l'économie de proximité dédié à la cible des TPE (Très Petites Entreprises / de 0 à 10 salariés), colonne vertébrale de l'économie de proximité de la Bourgogne-Franche-Comté.

Le Fonds Régional des Territoires fait l'objet d'une délégation d'octroi des aides par la Région aux EPCI ayant approuvé les conventions de délégation. Ainsi, la Communauté de communes de Semur-en-Brionnais est autorisée à intervenir en complémentarité des aides et régimes d'aides régionaux et à définir les conditions et les modalités dans lesquelles cette intervention a lieu. L'objectif final est d'aller au plus près des besoins des entreprises du territoire communautaire.

Objet de l'intervention

Contribuer à la relance de l'économie locale en favorisant la pérennité et la transition des entreprises de l'économie de proximité par un soutien à leurs dépenses d'investissement

Nature de l'intervention

Subvention d'investissement

Financement

Les aides sont attribuées dans la limite du budget inscrit dans la convention signée avec le Conseil régional Bourgogne Franche-Comté, sous réserve des plafonds des régimes d'aide communautaires applicables

La Communauté de communes se réserve le droit d'augmenter, si besoin, le montant initial de sa participation contractualisée dans la convention avec le Conseil régional Bourgogne Franche-Comté.

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec les différents dispositifs nationaux (fonds de solidarité national) ou régionaux (fonds d'urgence au secteur horticole, fonds d'urgence à l'hébergement touristique, fonds de solidarité territorial,), sous réserve des régimes d'aide applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes

Le dispositif est mobilisable jusqu'au 31/12/2021.

Dépenses éligibles

- Charge des remboursements d'emprunt liés à des investissements, pour la partie en capital.
- Investissements matériels immobilisables, immatériels pour des projets ayant pour objet de favoriser :
 - La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire
 - La réorganisation suite à la crise des modes de production, d'échanges et des usages numériques
 - La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux
 - La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse
 - L'adaptation et l'atténuation au changement climatique

Dépenses inéligibles

- Aides à l'immobilier d'entreprise. Elles sont de la compétence exclusive du bloc communal et pourront être complétées le cas échéant par les dispositifs régionaux dédiés en vigueur.

Bénéficiaires

- PME au sens communautaire ayant leur siège sur le territoire de la Communauté de communes de Semur-en-Brionnais ou leur siège social en Bourgogne-Franche-Comté et 1 établissement sur le territoire de la Communauté de communes de Semur-en-Brionnais, et dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus en Equivalent Temps Plein.
- Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.
- Sont exclues les SCI, les entreprises en cours de liquidation, les professions libérales dites réglementées et les entreprises industrielles.

Montant de la subvention

- Aide à l'investissement attribuée en fonction de la nature du projet. Le taux d'aide est fixé à 50% de la dépense subventionnable.
- L'entreprise doit assurer un autofinancement du projet (sur fonds propres ou emprunt) représentant à minima 20% du montant HT des dépenses éligibles
- Pour être éligible, le projet doit comporter un montant minimum de dépenses de 3 000 € HT. La dépense prise en compte est plafonnée à 4 000 € HT
- Soit une subvention comprise entre 1 500 et 2 000 € par projet.
- Aide cumulable avec les avances remboursables de trésorerie.
- Charges des emprunts : c'est le capital restant dû au moment de la demande qui sera pris en compte comme base éligible de l'aide dues postérieurement à la date de l'accusé de réception du dossier
- La prise en charge est fixée à 50% du capital restant dû, dans la limite de 4 000 €. Le montant de l'aide est plafonné à 2 000 € par demande.
- Aide cumulable avec les avances remboursables de trésorerie.
- Une seule demande acceptée par entreprise sur toute la durée de l'opération (pas de cumul possible d'une subvention à l'investissement et d'une subvention pour la prise en charge des emprunts).

Procédure d'instruction et de décision

- La demande d'aide (subvention d'investissement ou prise en charge emprunt) à formuler auprès de la Communauté de communes, par un mail à : frederic@ccsemur.fr
- Le montage et l'instruction du dossier seront assurés par les Chambres consulaires (CCI et CMA71, selon les entreprises), auxquelles la Communauté de communes a confié ces missions.
- Une fois le dossier complet :
 - délivrance d'un accusé de réception, qui permettra l'engagement des dépenses.
 - examen de la demande par un comité de suivi paritaire (élus CCSB / CCI / CMA71), et formulation d'un avis préalable
- Approbation de la subvention par le conseil communautaire
- Envoi d'une lettre de notification par la Collectivité au bénéficiaire et versement d'un acompte équivalent à 25% de l'aide accordée.
- A l'issue de l'opération subventionnée, transmission des pièces justifiant sa bonne réalisation et mise en paiement du solde de la subvention.

Autres dispositions

- La conformité du projet aux critères d'éligibilité n'entraîne pas l'attribution automatique de l'aide sollicitée. La décision d'attribution est prononcée par le Conseil communautaire, assemblée qui dispose d'un pouvoir d'appréciation fondé notamment sur le degré d'adéquation du projet à ses axes politiques ou encore les crédits disponibles. De même, l'avis du comité de suivi n'engage pas la décision du conseil communautaire.
- Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Communauté de communes et du Conseil régional dans tout support de communication.
- Le présent règlement d'intervention est applicable dès son approbation et jusqu'au 31/12/2020.
- Pour toutes autres dispositions non prévues dans le présent règlement, il sera fait application des dispositions du règlement régional 40.12 « fonds régional des territoires – volet entreprises ».